



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-les-Verts-surveillent>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Nucléaire : les Verts surveillent François Hollande**

13 mars 2013

Nucléaire : les Verts surveillent François Hollande

Source : L'Express

https://www.lexpress.fr/actualite/politique/nucleaire-les-verts-surveillent-francois-hollande_1231429.html

Nucléaire : les Verts surveillent François Hollande

Par Amandine Seguin, publié le

13/03/2013 à 17:13

Deux ans après la catastrophe de Fukushima, les députés écologistes déposent une proposition de résolution sur le nucléaire. Une façon pour eux de rappeler à François Hollande, les engagements pris pendant la campagne.



POLITIQUE - EELV- Les députés écologistes déposent une proposition de résolution sur le nucléaire.

AFP

Le 11 mars 2011, [un séisme et un tsunami provoquait un accident nucléaire](#) sans précédent dans [la centrale n°1 de Fukushima Daiichi](#). Deux après, les Verts souhaitent remettre le sujet du nucléaire sur le tapis en parlant de la situation des centrales françaises. [Denis Baupin, député EELV de Paris](#), conduit une proposition de résolution sur "la prévention et l'anticipation d'une catastrophe nucléaire", déposée mardi.

L'idée est d'envoyer un "signal" au gouvernement, selon [Noël Mamère](#). La proposition de résolution regroupe une dizaine de points "urgents" à traiter. L'objectif ? Remobiliser deux ans après l'émotion et la peur suscitée par Fukushima et rappeler les engagements pris.

La gestion post-accident doit être entièrement revue

Dénonçant une augmentation des accidents de "moindre ampleur" survenus dans les centrales françaises en 2012 et début 2013, les Verts se déclarent "inquiets" et ne veulent pas être oubliés. Ils veulent affronter la question du nucléaire et dénoncent une forme de déni français. "En France, les autorités publiques refusent de faire partager la culture du risque", regrette François de Rugy, co-président du groupe [EELV](#) à l'Assemblée.

Parmi les différents points soulevés, les députés demandent ainsi la transparence et le suivi des mesures mises en œuvre et le complément des audits de sûretés depuis la catastrophe. Les propositions visent aussi des questions juridiques comme l'établissement du régime de responsabilité ou l'évaluation du coût pour assurer le parc nucléaire français. Enfin, plus glaçant, l'un des points concerne les moyens d'évacuation de la population en cas d'accident. Les écologistes estiment que la gestion post-accident doit être entièrement revue.

Un gouvernement sous surveillance

Dans ce cadre, [Denis Baupin](#) a demandé, mardi à l'Assemblée pendant les questions au gouvernement, que toutes les études concernant la question du nucléaire soient rendues publiques. Malheureusement, la ministre de l'Ecologie, [Delphine Batho](#), n'était pas présente et c'est la porte-parole du gouvernement, [Najat Vallaud-Belkacem](#), qui a répondu. "Nous avons été prévenu de son

absence la veille", tempère le député.

Une sorte de désintéressement de la part du gouvernement ? Les Verts refusent d'y croire pour l'instant. "Nous ne sommes pas dans une forme de défiance vis-à-vis du gouvernement, mais plutôt de vigilance", confie Denis Baupin. "[François Hollande a fait des promesses, pris des engagements devant les Français](#), et fixé des objectifs pour le gouvernement, alors nous surveillons", ajoute le député.

Les Verts veillent au grain, donc. Et notamment sur [le dossier Fessenheim](#). "Tout d'abord, nous suivons Fessenheim, il faut arrêter de dépenser de l'argent sur ce site", explique Denis Baupin. "L'argent dépensé dans les soins palliatifs de la centrale de Fessenheim n'est pas investi dans la transition énergétique. Cette résolution est une sorte de rappel", prévient Noël Mamère.

Côté juridique, la forme de la résolution se justifie par le contenu. "Nous n'avons forcément la main dessus en tant que députés, certaines choses appartiennent au domaine réglementaire", explique [Barbara Pompili](#), co-présidente du groupe EELV à l'Assemblée. Cependant, la députée reste confiante et assure qu'une résolution possède un "grand poids politique". "C'est une forme de vœu, mais si elle est votée, le gouvernement devra s'incliner."